



John Gast, "Manifest Destiny" (Progrès américain – 1872)

La falsification de l'histoire et l'importance de la culture

Dwight D. Eisenhower a posé la question que tous les politiciens devraient se poser aujourd'hui : « N'y a-t-il pas d'autre façon de vivre ? »

Wolfgang Bittner

ven. 16 janv. 2026

Lorsque nous consultons les livres d'histoire, nous n'apprenons généralement que ce que nous sommes autorisés à apprendre et ce que nous sommes censés savoir. La narration du conflit en Ukraine en constitue un exemple contemporain frappant. Il aurait débuté en février 2022, lorsque l'armée russe a envahi son pays voisin. Le

contexte du conflit est occulté ; selon l'opinion dominante, il s'agit d'une « guerre d'agression brutale » non provoquée, d'une attaque contre un pays souverain et démocratique.

Seul un « changement de gouvernement » survenu en 2014 est mentionné en passant. Wikipédia indique : « En février 2014, à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie et de la guerre dans le Donbass, un conflit a éclaté entre les deux pays, qui se poursuit encore aujourd'hui. La Crimée et certaines parties du Donbass sont depuis lors sous contrôle russe. (...) Le 24 février 2022, l'invasion de l'Ukraine a commencé... »[1]

Le fait que 2014 ait été en réalité un coup d'État sanglant organisé par des forces étrangères et préparé depuis longtemps est quelque chose que les passionnés d'histoire peuvent apprendre au mieux dans des livres interdits et dans les médias dits alternatifs et leurs reportages sur Internet et YouTube, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas supprimés pour cause de « désinformation » ou de « fausses nouvelles ». L'IA contribuera de manière significative à falsifier l'histoire mondiale dans l'intérêt d'opinions et d'idéologies fanatiques.

La stratégie impériale à long terme des États-Unis

Presque partout où des guerres éclatent, y compris en Ukraine, un examen plus approfondi révèle que les États-Unis, avec leurs agences, en particulier la CIA, peuvent être identifiés comme les instigateurs. Depuis environ 200 ans, l'objectif ultime a toujours été la domination mondiale des États-Unis et l'exploitation des autres pays. Cette constatation explique presque toutes les crises et guerres récentes, y compris la guerre en Ukraine et la menace qui pèse sur l'Allemagne et l'Europe, provoquée non seulement par les États-Unis, mais aussi, paradoxalement, par les États de l'Union européenne, bien que sous l'égide des États-Unis. Rien de tout cela n'est fortuit ; tout est planifié, souvent sur de longues périodes.

Tous les présidents, du passé au présent, ont adhéré aux principes de cette politique impériale, conformément aux instructions du gouvernement fantôme (également appelé « État profond ») opérant dans les coulisses, c'est-à-dire en particulier les élites économiques et financières et le complexe militaro-industriel. Cela vaut également pour Donald Trump avec son slogan « America first ». Avec sa politique imprévisible en matière de droits de douane et de sanctions, ses « accords » et ses interventions, il tente apparemment de dissimuler ou d'empêcher l'effondrement imminent du système économique et financier américain. L'attaque contre le

Venezuela le 3 janvier 2026, qui a violé le droit international et visait à obtenir l'accès au pétrole, au gaz et aux autres ressources du pays, doit également être considérée dans ce contexte.

L'ère de l'empire américain touche clairement à sa fin. Depuis que les États-Unis ont remplacé la domination mondiale britannique au tournant du siècle dernier, ils se sont proclamés nation « exceptionnelle et indispensable », peuple élu : « le pays de Dieu ». Et selon ses élites au pouvoir, les États-Unis d'Amérique, « terre de liberté et patrie des braves », comme le proclame l'hymne national, sont destinés à régner sur le monde.

Un facteur majeur de cette représentation de soi tient au fait que de larges pans de la société américaine — y compris au sein du Congrès — demeurent profondément marqués par un fondamentalisme religieux. L'affinité élective entre le puritanisme et le capitalisme, cette forme de « doctrine économique de la prédestination » selon laquelle ceux que Dieu aime, il les rend riches, reste aujourd'hui encore solidement enracinée. Pour affirmer sa prétention unipolaire, les États-Unis ont développé depuis le XIXe siècle une stratégie à long terme qui consiste notamment à maintenir une armée surdimensionnée et à établir environ 1 000 bases militaires à travers le monde.

En outre, ils ont couvert le monde entier d'un réseau de think tanks et "d'organisations non gouvernementales" qui œuvrent en coulisses dans l'intérêt des États-Unis. À cela s'ajoute une dimension culturelle inhérente à la société américaine, une caractéristique à laquelle on accorde généralement trop peu d'importance. Alors que la culture européenne depuis le siècle des Lumières est fondée sur la raison (ratio), la découverte de soi et le développement de l'individu dans une société humaine, la « culture du divertissement » développée aux États-Unis fait davantage appel aux instincts et aux désirs et est donc plus facile à consommer dans sa superficialité. Hollywood et Disneyland se sont répandus dans le monde entier. Ils ont envahi les salons, façonné la jeunesse et pris pied dans l'esprit des adultes.

Cette tendance dominante dans la société américaine repose sur la confiance en soi d'une « culture » conquérante qui n'a jamais reculé devant rien et s'est approprié sans scrupules tout ce que les autres nations avaient à offrir. Il est révélateur qu'ils aient donné à leurs fusées le nom d'un dieu grec (Apollo) et à leurs voitures celui d'un chef indien (Pontiac) qu'ils ont assassiné. Un empire culturel axé sur les apparences et le profit a vu le jour. La solution serait d'abandonner cette voie erronée, qui mène à l'impasse de l'infantilisme intérieur.

L'autre Amérique

Dwight D. Eisenhower a déclaré en 1953 : "Chaque arme fabriquée, chaque navire de guerre lancé, chaque fusée tirée signifie, en fin de compte, un vol commis au détriment de ceux qui ont faim et ne sont pas nourris, de ceux qui ont froid et ne sont pas vêtus. Ce monde, armé jusqu'aux dents, ne gaspille pas seulement de l'argent : il sacrifie la sueur de ses travailleurs, le génie de ses scientifiques, les espoirs de ses enfants."

Ces paroles, prononcées par un président américain retraité, souvent critiqué, semblent toutefois marquées par la sagesse de l'âge. Il demeure évident que la politique américaine, depuis près de deux cents ans, reflète pleinement le « monde truffé d'armes » dénoncé par Eisenhower, comme le confirment les analyses de deux écrivains américains renommés. James Fenimore Cooper, auteur des Leatherstocking Tales et d'importants romans historiques, écrivait il y a près de deux cents ans à propos des Yankees puritains, qu'il qualifiait de « sauterelles de l'Ouest » : « Ils envoient leurs navires partout dans le monde pour mener la guerre au service de leurs objectifs. » Et Herman Melville (1819-1891), devenu mondialement célèbre grâce à son roman « Moby Dick », estimait : « Ce sont des pirates, le globe est leur proie, / Gris et fourbes, le peuple de Mammon... »

Cooper et Melville ont payé leurs critiques par le boycott et l'isolement. Les œuvres de Cooper ont été brûlées publiquement dans sa ville natale de Cooperstown, fondée par son père ; Melville a ensuite dû gagner sa vie comme inspecteur des douanes dans le port de New York, car plus personne ne voulait acheter ses livres. "L'empire" les a punis. Discréditer ceux qui pensent différemment n'est donc pas nouveau ; cela a toujours existé, tout comme le militarisme et les guerres. Eisenhower a posé la question que tous les politiciens devraient se poser aujourd'hui : « N'y a-t-il pas d'autre façon de vivre ? »

Oui, bien sûr qu'il y en a une. Elle pourrait être belle, bonne et pacifique ; les conditions matérielles et mentales sont réunies depuis longtemps. Au lieu de cela, le chaos, les conflits et la guerre règnent. Mais il n'y a pratiquement aucune résistance. Sans être contestés, les gouvernements britannique, français et allemand poussent à la guerre en Ukraine, sacrifiant la prospérité de leurs populations sans le soutien de l'administration Trump, qui poursuit sa politique impérialiste. La Russie doit être vaincue, et de nombreux politiciens qui ont accédé à des postes de direction grâce au soutien des précédentes administrations américaines et de leurs réseaux d'influence poursuivent sans pitié cette politique qui menace leur existence même.

L'Allemagne confrontée à la ruine économique et à la décadence

L'Allemagne se prépare militairement à affronter la Russie, et le chancelier Friedrich Merz qualifie Vladimir Poutine, président de la puissance nucléaire russe, de "peut-être le criminel de guerre le plus grave de notre époque". Selon Merz, tout compromis n'a pas sa place: il n'a «aucune raison de croire Poutine sur quelque point que ce soit». [3] Quelle est la nature de cette politique? Poutine peut-il croire les politiciens occidentaux après que les accords de paix de Minsk n'aient servi qu'à tromper la Russie et à préparer l'Ukraine à la guerre contre la Russie ? Angela Merkel, François Hollande et Petro Porochenko l'ont publiquement admis. [4]

Cette hypocrisie extrêmement dangereuse, qui est évidente ici et va de pair avec la tromperie et l'endoctrinement de la population, dans lesquels les médias jouent un rôle important, ne connaît aucune limite. Il est également frappant de constater que chaque poste du budget social allemand fait l'objet de négociations, mais que Friedrich Merz, par exemple, voulait économiser cinq milliards sur le revenu des citoyens[5], tandis que Lars Klingbeil promettait 7,2 milliards à l'Ukraine[6].

L'Allemagne doit devenir « apte à la guerre » et le gouvernement de Berlin a alloué des sommes astronomiques au réarmement. Pourquoi cette hémorragie ? La Russie voudrait conquérir l'Europe occidentale après l'Ukraine. Mais il n'y a aucune preuve de cela. Poutine n'a jamais exprimé de telles intentions, même s'il est constamment provoqué. Néanmoins, le niveau de réarmement est tel qu'une troisième guerre mondiale ne peut plus être exclue. Les causes ayant mené à cette situation hautement explosive restent à déterminer. La Russie a-t-elle vraiment détruit « l'architecture pacifique de la sécurité européenne » en envahissant l'Ukraine, comme on le prétend ?

Insinuations, dissimulations et mensonges, violations du droit international, mépris de toute l'humanité. Afin de faire la lumière sur cette politique qui, à première vue, semble totalement opaque, nous devons examiner le contexte géopolitique dans lequel nous nous trouvons. Une grande partie de l'humanité souffre de la situation actuelle sans comprendre ce qui se passe réellement.

Deux systèmes et une opportunité pour l'Europe

D'un point de vue mondial, nous assistons à la fin de l'ordre impérial fondé sur des règles et à la concrétisation de nouvelles idées sociopolitiques basées sur l'humanité et l'égalité des personnes et des nations, autrement dit sur les principes inscrits dans la Charte des Nations unies. Quelle que soit la politique menée par le gouvernement

américain sous Trump, de nombreux pays du Sud, dont la Chine et l'Inde, mais aussi la Russie, ne toléreront plus le paternalisme et l'oppression des États-Unis, quel que soit le président, et cela représente la grande majorité de la population mondiale. Il apparaît de plus en plus clairement que l'avenir appartient aux BRICS et à l'initiative « Belt and Road ». [7]

Les présidents Obama et Biden ont poussé à l'extrême la confrontation militaire avec la Russie en Ukraine. Trump, en revanche, souhaite conclure des accords dans le même but, à savoir coopter la Russie sur le plan économique et stratégique et former ainsi un deuxième front contre la Chine. En conséquence, l'Europe a été mise à l'écart et connaît un déclin économique, militaire et culturel.

Mais c'est précisément dans cette situation qu'il existe une opportunité de se libérer de la vassalité et de l'emprise militaire et culturelle des États-Unis et de redécouvrir ses propres racines culturelles. À cet égard, la crise ukrainienne peut également être considérée, au sens large, comme un conflit entre deux sphères culturelles : la culture occidentale décadente dominée par les États-Unis et la culture européenne conservatrice qui s'est développée au fil de l'histoire. [8] La Russie, qui est actuellement en guerre, n'est peut-être pas un pays modèle en matière de droits civils, et il existe bien sûr autre chose que des divertissements de mauvaise qualité aux États-Unis ; mais si l'on part du principe que la culture est le fondement d'une société, l'impérialisme culturel des États-Unis revêt une importance considérable. On ne peut ignorer le fait qu'avec Hollywood et Disneyland, ils ont acquis une influence sur des milliards de personnes, en plus de leurs actions militaires.

Il semble qu'en Russie, le plus grand pays d'Europe, malgré la politique d'agression et de guerre de l'Occident et malgré de nombreux problèmes, des efforts soient faits pour préserver une culture européenne de conscience, de spiritualité et d'humanité, quelle que soit l'opinion que l'on puisse en avoir. C'est ce que suggère une déclaration du président russe Vladimir Poutine. Lors d'une réunion avec des personnalités culturelles en mars 2024, il a déclaré : « Il y a beaucoup de bonnes choses dans la culture européenne d'aujourd'hui, mais il y a aussi de nombreux problèmes. Cela nous donne une occasion unique de voir ce qui se passe dans la société post-industrielle et dans le monde, et d'y répondre de manière appropriée et en temps opportun. »[9]

La haine et l'agitation contre la Russie, qui sont acceptées par la grande majorité de la population et même soutenues par certaines parties de la société[10], sont scandaleuses. Dans ces conditions, il sera difficile de rétablir dans un avenir

prévisible une relation de confiance avec la Russie, qui serait nécessaire pour rétablir la santé économique et protéger la culture européenne des influences destructrices des États-Unis, qui doivent être évaluées en termes politiques.

Mais en Allemagne, dont la population se laisse entraîner dans une situation d'avant-guerre, tout ce qui a trait aux relations avec la Russie et à la culture russe est en grande partie éliminé. Et les procureurs et les tribunaux prennent des mesures contre tout ce qui pourrait être considéré comme une critique des responsables de cette situation intenable. Pour contrer cette évolution, il faut une société civile forte et consciente. C'est pourquoi l'éducation de la population en dehors des médias grand public doit être une préoccupation majeure de toutes les forces qui œuvrent pour la paix.

Perspectives

Quelle serait aujourd'hui la position de l'Allemagne et de l'Europe si les divers liens avec la Russie n'avaient pas été rompus ? L'Allemagne, en particulier, avait développé des relations économiques mutuellement bénéfiques avec la Russie. Il serait important de rétablir ces liens tant que Vladimir Poutine est encore président. Il est connu pour son attitude pro-allemande et, malgré une hostilité personnelle massive jusqu'à récemment, il a proposé à plusieurs reprises une coopération amicale.

Un tel changement de politique nécessiterait une réorientation fondamentale. Cela ne signifie pas pour autant abandonner les relations transatlantiques. Une Allemagne neutre devrait plutôt rester ouverte à la fois à ses partenaires d'outre-mer et à ceux de l'Est. En outre, il serait important de profiter du rapprochement avec la Russie initié par Donald Trump et des forces de division au sein de l'UE, tant que cette fenêtre est encore ouverte, afin de mettre fin aux prétentions de l'organisation du traité de l'UE et de revenir à une Europe d'États souverains, la soi-disant Europe des patries, sans remettre en question la coopération entre eux.

L'écrivain et journaliste Dr. jur. Wolfgang Bittner vit à Göttingen. Son livre « Geopolitik im Überblick. Deutschland-USA-EU-Russland » (Géopolitique en bref : Allemagne-États-Unis-UE-Russie) a récemment été publié par Verlag Hintergrund, Berlin 2025.

Sources et notes

Première publication : <https://globalbridge.ch/die-faelschung-der-geschichte-und-die-bedeutung-der-kultur/>

[1] Voir <https://de.wikipedia.org/wiki/Ukraine>, 3e paragraphe (consulté le 3 janvier 2026). Et : www.spiegel.de/ausland/ukraine-raketenangriffe-und-explosionen-in-mehreren-staedten-a-295cb51f-059a-4a45-ab50-b21860f5e1cf

[2] Voir : Wolfgang Bittner, *Der neue West-Ost-Konflikt. Inszenierung einer Krise (Le nouveau conflit Est-Ouest : mise en scène d'une crise)*, éditions zeitgeist, Höhr-Grenzhausen 2019, p. 197 et suivantes.

[3] Cf. www.zeit.de/politik/ausland/2025-09/ukraine-krieg-friedrich-merz-wladimir-putin-kriegsverbrecher-russland-wirtschaft-schwaechen

[4] Voir : www.spiegel.de/panorama/ein-jahr-mit-ex-kanzlerin-angela-merkel-das-gefuehl-war-ganz-klar-machtpolitisch-bist-du-durch-a-d9799382-909e-49c7-9255-a8aec106ce9c ; www.zeit.de/angela-merkel-russland-fluechtlingskrise-bundeskanzler

[5] www.tagesschau.de/inland/innenpolitik/buergergeld-merz-bas-100.html

[6] www.spiegel.de/ausland/ukraine-klingbeil-sagt-in-kyjiw-weitere-unterstuetzung-in-milliardenhoehe-zu-a-35785192-5979-4349-b71b-fe7549afe3a3

[7] Voir Wolfgang Bittner, « Geopolitik im Überblick. Deutschland-USA-EU-Russland » (Géopolitique en bref. Allemagne-États-Unis-UE-Russie), éditions Hintergrund, Berlin 2025, p. 49.

[8] Pour plus de détails, voir Wolfgang Bittner, Niemand soll hungern, ohne zu frieren (Personne ne devrait souffrir de la faim ou du froid), éditions zeitgeist, Höhr-Grenzhausen 2024, p. 139-148.

[9] Cf. [https://rtde.org/kurzclips/video/200901-ist-unmoeglich-putin-ueber-abschaffung-der-russischen-kultur/](http://rtde.org/kurzclips/video/200901-ist-unmoeglich-putin-ueber-abschaffung-der-russischen-kultur/)

[10] Pour plus de détails, voir Wolfgang Bittner, Niemand soll hungern, ohne zu frieren, pp. 133-138.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

L'Europe Allemagne ÉTATS-UNIS Russie Ukraine Eisenhower, Dwight D. Trump, Donald Cooper, James Fenimore Melville, Herman Venezuela Hollande, François Merkel, Angela Merz, Friedrich Poroshenko, Petro Poutine, Vladimir Biden, Joe Klingbeil, Lars Obama, Barack Chine Inde BRICS Organisation des Nations Unies (ONU) Analyse